

les cahiers du Développement Social Urbain

N°67 premier semestre 2018



SAUF 

Espace(s) public(s)
pour tous,
l'impossible idéal ?

LABO
CITÉS
Le nouveau nom du CR•DSU

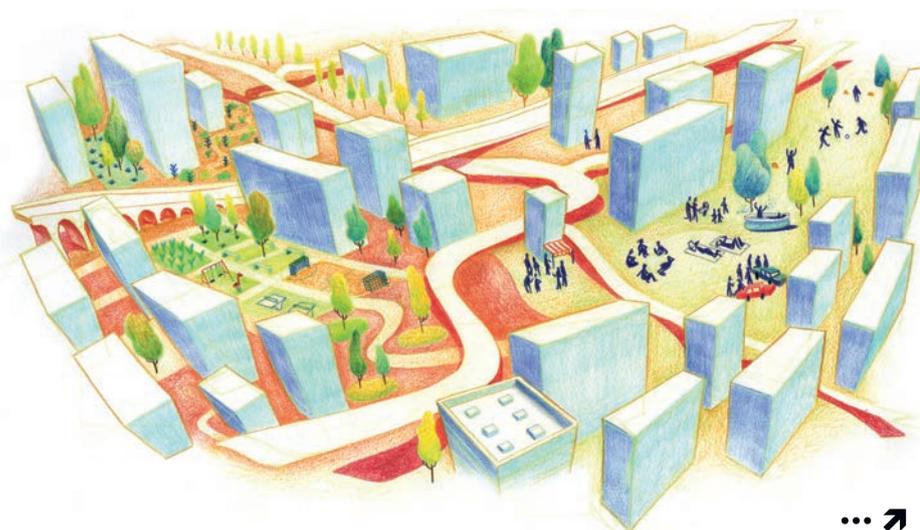
éditorial

Espaces en pied d'immeuble, rues, cheminements piétons, parcs, jardins, cours intérieures, friches, places... telles sont quelques-unes des formes que prennent les espaces publics dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville. Ils ont des statuts juridiques différents, voire incertains, à tel point qu'il est parfois difficile de délimiter la frontière entre le public et le privé. Ainsi leur définition pose problème : « *Le terme espace public ne connaît pas de définition propre. Il est caractérisé par un statut de propriété en même temps que par des affectations d'usage.* »¹ En effet, à ces espaces, que l'on définit parfois en creux, sont associés une multiplicité d'usages : circuler, stationner, jouer, se rencontrer, observer, attendre, prendre part à des événements... Ils remplissent donc un rôle important dans la vie des cités et plus largement de la Cité.

Les espaces publics, des lieux de vie

Pour autant, dans les quartiers populaires, notamment ceux de type grands ensembles, on ne peut que constater la pauvreté de la conception ancienne des espaces publics et la faible qualité de leur traitement : certains étaient inhospitaliers (cheminements piétons insécures, déchets et encombrants non ramassés...), tandis que d'autres étaient de mauvaise qualité (mobiliers urbains obsolètes, espaces verts non entretenus, omniprésence de la voiture avec le stationnement...) et souvent inadaptés aux besoins des habitants². En outre, alors que les espaces publics sont théoriquement des espaces partagés, l'observation des pratiques témoigne d'usages discriminants de l'espace, selon les heures de la journée, l'âge, le genre, etc.

Ces premiers éléments de contexte étant posés, nous avons pris le parti d'interroger dans ce numéro des cahiers les enjeux de l'espace public pour tous. Parce que le sujet est vaste et qu'il nous est impossible de tout aborder, nous avons dû faire des choix éditoriaux. Le premier est que nous ne nous plierons pas à l'exercice de définition de l'espace public, tout simplement parce qu'il est difficile, voire impossible, et qu'il nous faudrait y consacrer la totalité du numéro. Au fil des articles, le



•••

lecteur pourra se forger sa ou ses propres définitions de l'espace public. Le deuxième choix éditorial est celui d'agrémenter la lecture de ce numéro par des photos et des illustrations. Pour ce faire, nous avons été accompagnés, dès la conception, par Marion Cluzel (illustratrice) et David Desaleux (photographe). Troisième choix, ce numéro s'est largement nourri des apports d'une journée d'échanges organisée par Labo Cités, en décembre 2017, sur les espaces publics dans le cadre des projets de renouvellement urbain. Enfin, dernier choix éditorial, nous avons découpé le numéro en trois parties, chacune caractérisée par un verbe d'action, afin d'illustrer notre idée qu'un espace public n'est pas qu'un élément construit figé mais avant tout un morceau de ville et de vie.

L'objectif de ce numéro est de fournir des éléments de compréhension sur la place de l'espace public dans les quartiers prioritaires, que ces derniers soient en transformation urbaine ou non. Il questionnera les usages qu'en font les habitants, les façons dont leurs propriétaires les gèrent et les nouvelles manières de les aménager. Il donne à voir des projets/expériences innovants et il porte comme ambition d'ouvrir le débat sur l'enjeu de l'espace public pour tous, à partir d'une vision réaliste mais pas pessimiste du sujet.

Les espaces publics, entre gestion et aménagement

Partant du principe que les espaces publics sont des lieux de vie, nous avons intitulé la première partie de ce numéro « Vivre ». Après une présentation des différentes formes et usages des espaces publics dans les quartiers de la politique de la ville, trois thématiques sont questionnées : l'accessibilité, notamment en situation de handicap ; la fréquentation genrée de l'espace public ; et les pratiques des jeunes. Nul doute qu'à l'issue de cette partie, les représentations des lecteurs auront été quelque peu bousculées...

Traiter de la question des espaces publics, c'est aussi s'intéresser à la qualité de vie, à la propreté, la sécurité ou le confort. « Gérer » est donc le titre de la deuxième partie du numéro qui aborde le sujet selon quatre angles : la domanialité, la GUSP (gestion urbaine et sociale de proximité), la prévention situationnelle et les métiers. Cette partie donne la parole aux acteurs en charge de la régulation et de la gestion d'espaces publics (collectivités et bailleurs sociaux), et laisse largement la place à des expériences de terrain.

« Aménager » les espaces publics, les requalifier est un axe fort des programmes de rénovation urbaine. Il s'agit d'un enjeu pour les politiques publiques car, à travers leur aménagement, s'expriment finalement l'image de la ville, la qualité et l'efficacité de l'action de la collectivité. C'est donc l'objet de la troisième partie qui aborde les pratiques actuelles et futures de la conception et de l'aménagement des espaces publics, le rôle de la co-construction avec les habitants/usagers, et donne à voir des pratiques innovantes³, notamment les projets « éphémères », en matière d'appropriation des espaces publics.

Nous espérons que ce numéro des *cahiers* suscitera de l'intérêt auprès des lecteurs, leur donnera envie d'investir cette question et de poursuivre le débat autour de l'enjeu de l'espace public pour tous. ■

Frédérique Bourgeois
et Fabien Bressan

1 – *Espaces publics*, Plan urbain, 1988, p. 21.

2 – Allen B. et Bonetti M., « Les espaces publics ou l'impensé des politiques d'aménagement » in *L'habiter, un impensé de la politique de la ville*, L'Aube, 2018, pp. 193-197.

3 – Cf. « Je veux faire l'espace public », *Passages*, n°3, décembre 2017.



sommaire

Espace(s) public(s) pour tous, l'impossible idéal ?

 éditorial , Frédérique Bourgeois et Fabien Bressan	1
---	---

première partie

Vivre	5
Mon espace public, c'est..., Fabien Bressan et David Desaleux	6
La qualité d'usage, une démarche d'accessibilité pour tous, Émilie Szyja	8
La ville, les espaces publics... et les femmes, Claire Hancock	11
L'espace public, au-delà du fantôme de la mixité, Étudiant.e.s master Villes et Environnements urbains.	14
Les jeunes dans les quartiers populaires : tous « squatters » ? , Marine Huët	17
Observer les usages sociaux de la ville, Richard Nordier	20

deuxième partie

Gérer	21
Dépasser le périmètre des domanialités pour une gestion intelligente : l'exemple de Vaulx-en-Velin, Nicolas Rochette	22
Gérer l'espace public : le champ des possibles, Cédric Boussuge	23
La gestion au prisme de l'intercommunalité, l'exemple de Moulins Communauté, Hélène Chessel et Sébastien Vuilbert	26
Faire vivre l'aménagement et la gestion des espaces dans un quartier de Saint-Priest, François Puech	27
Le développement de la prévention situationnelle : une réponse technique à des besoins sociaux ? Camille Gosselin	28
Gestionnaires de l'espace public: des relais incontournables, Fabien Bressan	30
Et si l'on mobilisait et consultait les gestionnaires ? Une expérimentation dans l'agglomération grenobloise, Simon Caen et Perrine Tauleigne	32

troisième partie

Aménager	33
La place des espaces publics dans les programmes de rénovation urbaine, Alice Collet et Olga Koukoui	34
La conception des espaces publics, regards d'un urbaniste, Humbert David.	36
Ouvrir le chantier au public pour fertiliser les espaces publics, Fanny Herbert	38
La place des enfants dans la conception de la ville, Sylvain Manhès	41
Le temporaire dans l'espace public : passer de la contrainte à la ressource !, Isabelle Chenevez	42
Quand l'espace public devient environnement culturel, Palmira Picòn et Anne Saunier	46

Bibliographie

Muriel Salort	47
---------------------	----

Faire vivre l'aménagement et la gestion des espaces dans un quartier de Saint-Priest

Dans le cadre du projet urbain Mansart-Farrère en cours dans le quartier Bel Air de Saint-Priest (Métropole de Lyon), Est Métropole Habitat (EMH) conduit une démarche innovante visant à préfigurer l'aménagement d'une partie des espaces en transition pour en favoriser leur bonne gestion à terme. François Puech, chef de projet renouvellement urbain au GIE Est Habitat¹, présente cette démarche menée avec les équipes de proximité de la Ville et de la Métropole de Lyon.

Piloté par l'équipe de développement social urbain de la Ville de Saint-Priest, le projet urbain Mansart-Farrère lancé fin 2016 vise à transformer trois hectares de vastes parkings dégradés en un ensemble d'espaces publics et résidentiels. La Ville réaménage le parvis de l'école Mansart, les abords du relais d'assistantes maternelles et une plaine de jeux. La Métropole de Lyon crée deux nouvelles rues. EMH, propriétaire du parc de logements et gestionnaire de vastes espaces extérieurs, mène pour sa part des travaux de démolition, réhabilitation et résidentialisation.

Proposer de nouveaux espaces de vie

Pour concevoir les travaux entre l'entrée des immeubles et les nouvelles rues, EMH a travaillé à partir d'une esquisse réalisée par un cabinet de paysagistes, The good Factory. Elle a ensuite été testée grandeur nature via une série d'actions festives. Ainsi, des cafés-rencontres en pied d'immeuble ont été organisés pour recueillir *in situ* l'expertise d'usage des habitants, questionner et redessiner l'esquisse devant eux. Trois après-midi de fête du printemps, intitulés *Bel-Air Beach*, ont eu lieu là où le plan de résidentialisation prévoit de supprimer une partie du parking. Deux cents habitants ont investi ce lieu habituellement dédié aux voitures, sans que l'animation ne fasse apparaître de problème particulier de gestion ou de circulation. EMH a préfiguré les futurs travaux en proposant un espace pour les piétons, balisé par des glissières béton amovibles², un marquage au sol par du sable et du mobilier urbain (plateforme et assises en bois, chaises longues sous

les arbres, jardinières, cages avec poule, lapin et tortue). Les futurs silos de tri des déchets ont été tracés au sol, à la bombe de peinture. L'aménagement provisoire de jardinières a permis d'éveiller l'intérêt des habitants qui ont spontanément arrosé les plantes. Le bailleur a donc décidé de s'appuyer sur l'association Le Passe-jardins pour développer des jardins partagés. L'association assurera leur animation pendant six mois, en lien avec un groupe d'habitants qui en prendra progressivement la charge.

Intégrer les usages dans le programme d'aménagement et de gestion

Les équipes d'EMH, de la Métropole, de la Sauvegarde 69 et de l'association Planète vélo ont proposé des jeux et des temps d'échange sur la façon dont les habitants appréciaient ou pas ce nouveau lieu, afin d'en tirer des enseignements pour sa future gestion. Des questions ont été posées parmi lesquelles : la nouvelle aire de jeu, plus éloignée des façades, améliore-t-elle le confort de tous ? L'aménagement proposé sécurise-t-il davantage la sortie d'école ? Les locataires passent-ils spontanément par les futurs emplacements des silos de tri ? Les assises modulaires de grande longueur, polyvalentes, sont-elles pertinentes ?

Le paysagiste a intégré les enseignements dans l'avant-projet, pour des travaux qui dureront jusqu'à fin 2019. Les silos de tri, qui régleront une problématique importante de gestion quotidienne des déchets, sont confirmés aux emplacements prévus. Les responsables d'immeuble, dégagés de la collecte des déchets, pourront davantage accompagner le tri par les habitants. Les assises modulaires basiques qui ne nécessitent pas d'entretien seront préservées. EMH a également confié au maître d'œuvre une mission d'observation de la vie des espaces résidentiels pendant les deux années suivant la livraison, incluant la coordination d'éventuels travaux issus de l'expérience de gestion. ■

Le paysagiste a intégré les enseignements dans l'avant-projet

François Puech

1 - EMH s'est appuyé sur les compétences du Groupement d'intérêt économique Est Habitat dont il est membre, avec Alynea, Aralis et Rhône Saône Habitat.

2 - À l'intérieur desquelles est implantée de l'herbe artificielle.

Et si l'on mobilisait et consultait les gestionnaires ? Une expérimentation dans l'agglomération grenobloise

Faire émerger une communauté de gestionnaires en capacité d'agir en amont d'un projet de rénovation urbaine, tel est le pari proposé dans le cadre du projet des Villeneuves de Grenoble et d'Échirolles, comme en témoignent Simon Caen, chargé de mission à Grenoble-Alpes Métropole, et Perrine Tauleigne, chargée de développement au centre de ressources GUSP (gestion urbaine et sociale de proximité).

Si l'expertise d'usage des habitants est régulièrement sollicitée lors d'un projet urbain, celle des gestionnaires de terrain l'est moins souvent, ou trop en aval de la conception ; ce qui peut à terme entraîner des dysfonctionnements en matière de qualité, d'usage et de coûts de gestion des espaces communs¹. Partant de ces constats, Grenoble-Alpes Métropole a souhaité expérimenter dès 2015, avec l'appui du centre de ressources GUSP², une démarche spécifique auprès des gestionnaires dans le cadre du projet de renouvellement urbain des Villeneuves (Grenoble et Échirolles). L'objectif visé est que ces gestionnaires puissent éclairer le projet de leur expertise quotidienne du territoire et alimenter le travail de l'équipe missionnée pour sa conception d'ensemble (architecte, urbaniste et paysagiste). Cette démarche est complémentaire à la concertation habitante sur le projet.

La légitimité de la parole des gestionnaires

Pour ce faire, la Métropole, le centre de ressources GUSP et les villes de Grenoble et d'Échirolles proposent régulièrement des temps de travail collectifs sous des formes variées³ à l'ensemble des acteurs gestionnaires, à savoir : les agents des services espaces verts et propreté urbaine des deux villes, les agents des services déchet et voirie de la Métropole, les gardiens d'immeubles et les chargés

de secteur des bailleurs sociaux, les personnels des deux régies de quartiers et les représentants des fédérations de locataires.

Cette « communauté des gestionnaires des Villeneuves » s'est progressivement formée et positionnée en tant qu'acteur légitime à établir des préconisations et alerter les concepteurs sur les écueils à éviter dans le futur projet urbain. Parmi eux, on peut noter l'inadéquation des matériaux ou espèces végétales à la gestion quotidienne, la configuration de l'espace public inadaptée au passage des tondeuses ou véhicules de propreté urbaine, la configuration urbaine propice au dépôt d'encombrants, au trafic, ou au stationnement sauvage, la complexité des domanialités... Ces éléments sont collectés au sein d'un *Guide de préconisations à destination de la maîtrise d'œuvre du projet des Villeneuves* réalisé à partir du travail des gestionnaires.

Cette expérimentation se poursuivra dans toute la phase de conception et de mise en œuvre du projet urbain des Villeneuves, puisque Grenoble-Alpes Métropole a décidé d'intégrer au sein du cahier des charges des futurs maîtres d'œuvre l'obligation de consulter le groupe de gestionnaires sur toutes les opérations. L'enjeu sera alors de poursuivre la mobilisation de ces professionnels dans le temps. Il s'agira aussi de partager les résultats de cette expérience auprès d'autres acteurs du réseau de la GUSP pour que la prise en compte des enjeux de gestion dès la conception des projets urbains essaime sur d'autres territoires⁴. ■

Un acteur légitime à établir des préconisations et alerter

Simon Caen
et Perrine Tauleigne

1 – Qu'ils soient publics ou privés à usage collectif (hall d'immeuble par exemple).

2 – Le centre de ressources anime le réseau des acteurs de la GUSP et organise des ateliers d'échanges, groupes de travail, visites de site, formations...

3 – Séminaire de travail, visite de site, temps de travail par secteur avec le paysagiste et l'urbaniste du pré-projet, présentation du « plan guide »...

4 – Pour en savoir plus : www.centreressources-gusp.org

Quand l'espace public devient environnement culturel

Les espaces publics, et plus largement les espaces de proximité, sont autant d'espaces-théâtre possibles pour faire interagir les artistes et les gens. S'inscrivant en transversalité dans une réalité sociale, économique, politique et développant de multiples partenariats, le projet *Quelques p'Arts...* se veut avant tout un levier agissant pour l'émancipation de la personne, un révélateur de la diversité culturelle et un accompagnateur du développement humain en relation avec son environnement. Palmira Picòn, directrice, et Anne Saunier, coordinatrice, nous le racontent.

Labellisé Centre national des arts de la rue et de l'espace public par le ministère de la Culture en 2014, *Quelques p'Arts...* n'a en fait rien d'un centre. C'est un projet artistique et culturel de territoire(s) qui se répartit sur un large espace géographique de Rhône-Alpes, dessiné par les collectivités partenaires¹. En complémentarité des équipements culturels existants, *Quelques p'Arts...* développe le concept d'« environnement culturel », en considérant chaque espace de vie comme un espace culturel possible. Ainsi, chaque année, 200 actions (diffusion de spectacles, aide à la création, médiation et éducation artistique) se déploient sur des paysages différents : rues, places de villages, pieds d'immeubles, fleuve, établissements scolaires, hôpitaux, exploitations agricoles...

La médiation artistique pour « prendre part »

Depuis ses origines en 1988 avec le Festival de la Manche, le projet vise la participation et l'insertion des gens dans la société. L'action artistique et l'éducation populaire, pensées de manière complémentaire, stimulent le vivre-ensemble et créent de l'espace public, émotionnel et relationnel partagé. Dès 1993, Les Prébambules déclinent les actions du festival dans les quartiers d'Annonay et des communes environnantes. Il s'agit d'y créer des coopérations avec les collectivités, les structures sociales, les établissements scolaires... pour réduire les inégalités d'accès à la culture et œuvrer pour une équité territoriale. En allant au plus près des gens, en les considérant au regard de leurs droits culturels, quels que soient leurs lieux et conditions de vie, en agissant avec exigence et humilité, se créé une dynamique positive faite de reconnaissances et

de valorisations mutuelles. La médiation artistique n'est pas simplement considérée comme un appel à venir voir un spectacle, mais plus globalement à comprendre et à prendre part. Organiser un spectacle dans l'espace public, improviser une intervention théâtrale dans un collège, implanter un décor au milieu d'une exploitation agricole ou au cœur d'un quartier... c'est devancer la notion de public. Cela nécessite de travailler en transversalité avec d'autres, pour toucher des personnes qui peu à peu deviennent public, adoptent une démarche de pratique culturelle et développent leurs propres capacités.

L'appropriation des espaces publics, un enjeu majeur

Depuis vingt-cinq ans, le quartier du Zodiaque à Annonay est intégré à l'environnement culturel de *Quelques p'Arts...* Et plus encore depuis 2010 avec le programme de rénovation urbaine, dont la cohérence avec les objectifs de la politique de la ville est assurée par un projet social de territoire réunissant la collectivité et l'ensemble des acteurs locaux. C'est dans cette dynamique collective qu'est née La Guinguette, face visible d'une action continue menée entre autres avec les centres sociaux et familiaux. L'objectif commun était d'encourager l'expression des habitants par leur participation à l'organisation d'un événement artistique et convivial rayonnant sur un large bassin de vie. Cela répondait aussi à un besoin d'appropriation des espaces publics venant des habitants du quartier tout au long des démolitions/constructions, mais aussi d'autres quartiers de la ville et des communes voisines qui n'avaient, en temps normal, aucune raison de fréquenter le quartier. Les effets positifs sont nombreux : créer la circonstance de la rencontre et de la mixité, susciter la participation, faire de travaux « subis » une parenthèse vivante où s'écrit une culture commune, partagée un peu plus largement. Au-delà, cela a ouvert la voie à une programmation de spectacles et d'actions artistiques régulières davantage inscrite dans les habitudes des habitants, participant ainsi à créer du commun sur l'ensemble du territoire. ■

Créer la circonstance de la rencontre et de la mixité

Palmira Picòn et Anne Saunier

1 – En 2018, le projet s'étendait sur 4 communautés de communes et 16 communes réparties sur l'Ardèche, la Drôme, la Loire et le Rhône.

Pour aller plus loin...

Ces éléments bibliographiques, consultables à Labo Cités, viennent en complément des références citées dans les articles de ce numéro.

Les documents signalés par  sont téléchargeables via la version électronique de cette bibliographie sur www.labo-cites.org

■ Vivre

L'égalité entre les femmes et les hommes. De l'intention à l'action

Les cahiers de Profession Banlieue, 2017, 95 p.

L'usage de la ville par le genre et l'approche genrée des loisirs des jeunes sont au cœur de cet ouvrage.

La ville : quel genre ? L'espace public à l'épreuve du genre

Le Temps des cerises, 2017, 302 p.

Cet ouvrage a pour ambition d'associer des éléments de recherche à propos des rapports sociaux de sexes et de l'espace urbain, mais aussi d'ouvrir des pistes opérationnelles utiles aux différents acteurs de la ville, et à toutes celles et ceux qui fabriquent quotidiennement la ville et la transforment.

Les espaces publics : un déterminant du bien-être des populations

Marcos Weil

in « Urbanisme et aménagements favorables à la santé ». *La santé en action* n°434, 12/2015, pp. 40-41

L'aménagement d'un espace public a des conséquences importantes sur la qualité de vie, les liens sociaux et le bien-être des populations d'une ville ou d'un quartier.

Propreté globale de l'espace public et sentiment de bien-être. Dossier n°2 : Résultat des expérimentations méthodologiques conduites

Laurianne Charrier et Laura Gorre

Agence d'urbanisme de l'aire métropolitaine lyonnaise, 06/2012, 174 p.

Cette étude explore la notion de bien-être pour les différents acteurs de la ville, habitants, usagers, institutionnels... Elle compare les résultats d'un travail de terrain mené sur deux sites : la Part-Dieu et les Rives de Saône. Des exemples de « cartes mentales » sont présentés en complément.

Les espaces libres, atouts des grands ensembles

Hélène Hatzfeld et Yves Moutton

CERTU, 2006, 141 p.

Cet ouvrage inverse la vision souvent négative des grands ensembles. Il montre que leurs espaces vides sont des atouts pour donner une nouvelle qualité de vie à ces quartiers. Associant les expériences d'architectes, d'urbanistes, d'artistes et le point de vue d'habitants, il apporte une contribution originale au renouvellement urbain.

■ Gérer

La rénovation urbaine et le modèle de « l'espace défendable » : la montée en puissance des enjeux sécuritaires dans l'aménagement

Camille Gosselin

Métropolitiques, 4 novembre 2015

En transformant l'urbanisme et l'architecture des cités HLM, la rénovation urbaine ne vise pas seulement à changer l'image et le peuplement de ces quartiers. Elle entend aussi mieux contrôler les espaces publics. Guidée par les principes de la « prévention situationnelle », la mise en œuvre de cette politique traduit la montée en puissance des enjeux sécuritaires dans les aménagements urbains.

La gestion de proximité à l'épreuve des projets de renouvellement urbain

Profession Banlieue, 2015, 80 p.

Des professionnels se sont réunis pour s'interroger sur l'efficacité et le devenir de la gestion urbaine de proximité dans le cadre des projets de rénovation urbaine. Comment éviter une nouvelle spirale de dégradation des quartiers rénovés ? Quelles sont les conditions d'une gestion durable des quartiers requalifiés ? Quels sont les enjeux d'appropriation et de gestion de l'espace public ?

Prévention de la délinquance, sécurité et gestion urbaine de proximité – Terrains communs et approches croisées. Synthèse issue d'un cycle d'ateliers entre septembre 2011 et juin 2012

Pôle de ressources départemental ville et développement du Val d'Oise, 2013, 23 p.

Les interactions entre sécurité, gestion urbaine de proximité et prévention sont déclinées ici de manière opérationnelle, à travers deux dimensions : la participation des habitants et le management des agents de proximité. Ce document synthétise les réflexions autour d'une approche plus globale de la sécurité dans l'aménagement de l'espace public et dans la ville.

Rénovation urbaine. Outils d'auto-évaluation des opérations livrées au regard de la gestion et des usages

Union sociale pour l'habitat, 2011, 76 p.

Ce document capitalise les observations des effets de la conception des opérations sur la gestion et les usages dans divers sites en rénovation urbaine. Il propose des grilles d'analyses illustrées par catégories d'espaces, permettant à l'ensemble des opérateurs d'auto-évaluer leurs projets.

La gestion urbaine de proximité : une ambition et une pratique au service des habitants des quartiers. Rencontre du 17 décembre 2009

Les Éditions de la DIV, 2010, 101 p.

Cette rencontre avait pour objectif de replacer la démarche de gestion urbaine de proximité au centre des problématiques de la politique de la ville. Les débats et interventions ont porté sur les enjeux de la GUP, sur l'articulation entre conception, pratique et gestion de l'espace public, sur les facteurs de réussite et l'amélioration des standards urbains.

... ■ Aménager

📌 Je veux faire l'espace public

Passages n°3, 12/2017, 32 p.

Ce numéro de la revue de l'association Passagers des Villes fait le point sur les questions et enjeux autour de la conception et des usages de l'espace public : état des lieux des modes de faire, regards d'experts et quelques idées pour faire autrement.

📌 La rénovation des espaces publics : quelles évolutions dans un quartier ancien en renouvellement urbain ?

Khrystyna Gorbachova

Institut d'Urbanisme de Grenoble, Architecture, aménagement de l'espace, 2017, 78 p.

La rénovation de l'espace public constitue un des enjeux majeurs du renouvellement urbain. Ce mémoire de fin d'études s'intéresse à Tarentaize-Beaubrun, un des quartiers anciens stéphanois inscrits dans le nouveau programme national de renouvellement urbain. Cette étude cherche à comprendre comment le projet et plus particulièrement la programmation s'adaptent à la mutabilité des espaces publics, dans un contexte local imposant aux acteurs de nouvelles façons de faire.

📌 Guide référentiel. Genre & espace public. Les questions à se poser et les indicateurs pertinents à construire pour un environnement urbain égalitaire

Mairie de Paris, 2016, 78 p.

Ce guide méthodologique s'adresse aux urbanistes et aux acteurs chargés de l'aménagement, la planification, l'organisation, l'animation et la régulation de l'espace public. S'articulant autour de cinq thèmes (circuler, occuper l'espace, être présentes et visibles, se sentir en sécurité, participer), il a pour vocation de les accompagner dans la mise en œuvre de choix urbains qui répondent à l'impératif d'égalité, en généralisant les nouvelles initiatives destinées à favoriser la mixité de l'espace public et à rendre les villes plus adaptées à tous les usages.

📌 Mobiliser les « compétences d'usages » des habitants : le cas de la concertation du NPNRU de la Villeneuve d'Échirolles

HAL - Agathe Feneuil

Université Grenoble Alpes, Sciences de l'information et de la communication, 2015, 84 p.

Ce mémoire aborde les différents modes d'engagement des habitants participant à la construction des espaces publics d'Échirolles, dans le cadre du nouveau programme national de renouvellement urbain. Il décrit les enjeux sociaux, politiques, culturels qui en découlent et tente de déterminer quels sont les effets immédiats lorsque les « compétences d'usages » sont mobilisées, ainsi que le rôle de l'art dans ce type de dispositif participatif.

📌 Évaluation de la qualité urbaine de dix projets en rénovation urbaine

CSTB, Jean-Didier Laforgue et Jean Werlen

CES de l'Anru, 2011

Cette étude analyse la capacité des projets de rénovation urbaine à améliorer la qualité urbaine des quartiers, notamment les conditions de la maîtrise de la qualité urbaine, la réorganisation et le traitement des espaces publics...

■ Aller plus loin

L'individu créateur de ville

Urbanisme n° hs55, 2015, 78 p.

À travers les comptes rendus des échanges qui ont rythmé les 36^e rencontres des agences d'urbanisme et d'interviews complémentaires sur la métropole lyonnaise, ce numéro offre une photographie des nouvelles formes d'action de l'individu-citoyen et d'autres manières de « faire cité ».

L'accès de tous à l'espace public

La Tribune Fonda n°199, 10/2009, 46 p.

Ce numéro revient sur un des défis des associations : celui de favoriser l'expression individuelle et collective, de redonner du pouvoir d'agir, pour permettre à tous d'accéder à l'espace public.

Centre de ressources de la gestion urbaine et sociale de proximité

www.centreresources-gusp.org

Centre d'études et d'expertise pour les risques, la mobilité, l'environnement et l'aménagement

www.cerema.fr

Centre de ressources en ligne de l'Union sociale pour l'habitat

<https://ressourceshlm.union-habitat.org>

■ Muriel SALORT

Labo Cités, un lieu ressource et de mise en réseau sur le développement social et urbain

Labo Cités, centre de ressources politique de la ville, est destiné aux acteurs s'inscrivant dans un objectif de cohésion sociale dans un territoire. Créée en 1993, l'association s'adresse à l'ensemble des acteurs (professionnels ou non) de la politique de la ville et de la cohésion sociale : professionnels, élus, institutionnels, partenaires locaux, réseaux associatifs, chercheurs, formateurs, conseillers citoyens.

Labo Cités est une association loi 1901 dont le conseil d'administration comprend des personnes morales (collectivités territoriales, associations régionales ou locales, bureaux d'études...) et des personnes physiques (professionnels du secteur). Le fonctionnement de l'association est assuré par le soutien de plusieurs partenaires : État, Conseil régional, Lyon Métropole, Grenoble Alpes Métropole, Caf du Rhône, Caisse des dépôts, ARS.

Qualifier, accompagner et mettre en réseau les acteurs

Différents espaces de travail collectifs permettent aux acteurs, qu'ils soient professionnels ou non, de partager leurs questionnements, leurs expériences, et de rechercher des réponses pertinentes pour conduire des démarches de développement social et urbain. Ils permettent de construire le débat sur la politique de la ville et son évolution. Soutenus par des experts, ils contribuent à la qualification des professionnels et à l'adaptation de leurs interventions. Le centre de ressources facilite ainsi la mise en réseau pour une meilleure coopération et complémentarité des différentes familles d'acteurs.

Nos actions : des rencontres régulières d'échanges, des ateliers thématiques, des appuis techniques et méthodologiques, des réponses individuelles via un service questions-réponses.

Valoriser et capitaliser des pratiques locales

Le centre de ressources apporte des informations, des références, des fiches d'expérience, des éléments de connaissance fondés sur la mémoire de la politique de la ville et son actualité, notamment régionale. Il est en veille permanente sur les pratiques locales et sur les questions émergentes. Le recueil et la synthèse de l'information sont au cœur de nos métiers. Les relations avec les chercheurs constituent un mode de travail privilégié.

Nos supports de diffusion : Sites & Cités (la lettre d'information de Labo Cités), deux publications thématiques (les cahiers du Développement Social Urbain, Les Échos de Labo Cités), des fiches d'expérience, l'alimentation en continu du site internet, une sélection mensuelle des articles, revues et ouvrages indispensables, un fonds documentaire comprenant 8 000 références.

Adhérez à Labo Cités

Pourquoi adhérer ?

- Soutenir le développement de l'association et marquer son attachement aux enjeux du développement social et urbain.
- Bénéficier des services, du savoir-faire de Labo Cités :
 - Réception gratuite de la revue semestrielle *les cahiers du Développement Social Urbain*,
 - Invitation en priorité aux manifestations organisées par l'association,
 - Service documentaire à votre disposition, avec le prêt d'ouvrages et la sélection documentaire mensuelle,
 - Accès à la fonction de conseil et de mise en relation avec des personnes ressources, en appui à vos projets locaux.
- Profiter du potentiel du réseau de Labo Cités, pour faciliter vos contacts et échanges entre acteurs.
- Participer à la définition des orientations de l'association : vous êtes un relais privilégié pour ajuster nos propositions.

Barème des adhésions

Consultez le site :

www.labo-cites.org

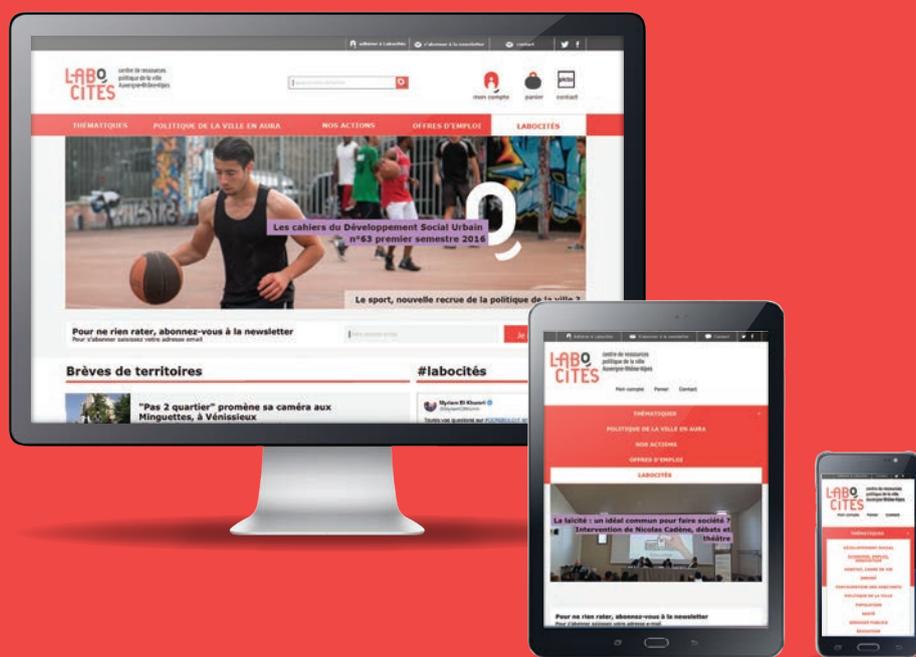
Changement de nom, changement de site



Découvrez le nouveau site internet
de Labo Cités !

www.labo-cites.org

- Plus d'actualités sur les territoires en contrat de ville de notre région
- Une entrée thématique pour faciliter vos recherches
- Plus d'interaction avec vous



Dès l'automne 2018, de nouveaux services...

- Achats en ligne, inscriptions directes aux événements de Labo Cités...

... et un espace Adhérents

- Avec des ressources et services réservés aux adhérents de Labo Cités

Suivez aussi notre actualité et notre veille sur les réseaux sociaux !

Nos pages officielles



Notre revue de presse



Notre chaîne vidéo



La Région
Auvergne-Rhône-Alpes

GRANDLYON
la métropole

GRENOBLE ALPES
MÉTROPOLITAIN

